



De nouveaux pays sources d'immigration d'expression française pour le Canada : synthèse et enjeux

New Countries as Sources of French-speaking Immigrants in Canada: Synthesis and Stakes

Version française / English version

Par / By

Richard Marcoux
Laurent Richard

Rapport de recherche de l'ODSEF

Québec, octobre 2017

De nouveaux pays sources d'immigration d'expression française pour le Canada : synthèse et enjeux

New Countries as Sources of French-speaking Immigrants in Canada: Synthesis and Stakes

Version française / English version

Par / By

Richard Marcoux
Laurent Richard

Rapport de recherche de l'ODSEF

Québec, octobre 2017

Éléments de référence pour citer ce document : /
Reference elements to cite this document:

MARCOUX, Richard et Laurent RICHARD (2017). *De nouveaux pays sources d'immigration d'expression française pour le Canada : synthèse et enjeux / New Countries as Sources of French-speaking Immigrants in Canada : Synthesis and Stakes*. Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone, Université Laval, Rapport de recherche de l'ODSEF, 22 p.

À propos des auteurs

Richard Marcoux (Ph. D. démographie) est professeur à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval et ses travaux portent principalement sur les dynamiques démographiques et les changements sociaux en Afrique. Il est directeur de l'ODSEF, coordonnateur du Groupe interuniversitaire d'études et de recherches sur les sociétés africaines (GIERSA) et siège sur plusieurs comités de rédaction de revues scientifiques et comités d'organisation de la recherche au Canada, en Europe et en Afrique.

Laurent Richard est professionnel de recherche à l'Université Laval. Au cours des dernières années, il a également occupé la fonction d'analyste à Statistique Canada. L'analyse des données, les systèmes d'information géographique ainsi que les nouvelles technologies de l'information constituent ses principaux champs d'expertise.

About the authors

Richard Marcoux (Ph. D. demography) is a full professor in social sciences Faculty at Université Laval. Its work is mainly about population dynamics and social changes in Africa. Director of ODSEF at Université Laval (Quebec), he is also coordinator of *Groupe interuniversitaire d'études et de recherches sur les sociétés africaines* (GIERSA) and on the editorial board of some scientific journals and on the organisation comities of major scientific activities, mostly in Canada, Europe and Africa.

Laurent Richard is a research professional at Université Laval. In the past few years, he also worked as an analyst at Statistics Canada. Data analysis, geographic information systems and new information technologies are among its main fields of expertise.

ISBN : 978-2-924698-18-1 (PDF) - 978-2-924698-19-8 (version imprimée)

Dépôt légal (Québec et Canada), 4e trimestre 2017

Remerciements

Le présent rapport de recherche est inspiré des travaux réalisés dans le cadre d'un mandat confié à l'ODSEF par *Citoyenneté et Immigration Canada* et dont le projet est intitulé « Bassins et pays sources d'immigration d'expression française » (contrat CIC-144267). Une version différente de ce rapport a été transmise à cet organisme en juin 2017. Entre autres, nous tenons à remercier M. Cédric de Chardon, M. François Hénault et M. Nicolas Garant pour leur soutien et les précieux commentaires formulés tout au long de l'exécution de ce mandat. Évidemment, le contenu de ce document n'engage que les auteurs. Nous tenons aussi à remercier Madame Aimée LeBreton qui a réalisé la traduction anglaise du rapport transmis à CIC.

Acknowledgements

This research report is inspired by the work carried out as part of a mandate entrusted to ODSEF by Immigration and Citizenship Canada and whose project is entitled « Bassins et pays sources d'immigration d'expression française » (contract ICC-144267). A different version of this report was sent to this organization in June 2017. Among others, we would like to thank Mr. Cédric de Chardon, Mr. François Hénault and Mr. Nicolas Garant for their support and the valuable comments made throughout the execution of this mandate. Obviously, the content of this document is the sole responsibility of the authors. We would also like to thank Ms. Aimée LeBreton who provided the English translation of the report sent to ICC.

Résumé

Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) a confié à l'*Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone* (ODSEF) de l'Université Laval le mandat d'identifier des bassins potentiels quant au recrutement d'immigrants économiques d'expression française au Canada hors Québec (CIC-144267). Un premier rapport a pu établir que l'Afrique subsaharienne est la région qui connaîtra - et de loin - la plus forte croissance de francophones au cours des prochaines décennies. Le mandat confié à l'ODSEF précisait également d'identifier cinq pays spécifiques. Sur la base de différents critères, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, puis, le Burkina Faso et le Bénin ont été retenus. Un second rapport a abordé le niveau de maîtrise de la langue française au sein des populations d'une trentaine de villes africaines et a permis de dégager que les capitales des cinq pays retenus apparaissent comme étant parmi les plus francophones ou francophiles du continent africain. Enfin, un portrait de la situation des jeunes des cinq pays retenus, principalement en ce qui a trait à l'éducation et à l'insertion sur le marché du travail, constitue le troisième rapport déposé. Une meilleure connaissance de ces réalités nationales devrait permettre à CIC de préparer certaines actions conduisant au recrutement de francophones intéressés à s'établir dans les régions canadiennes ciblées.

Mots-clés

Afrique subsaharienne; maîtrise de la langue française; profil de la population et des jeunes; immigration au Canada.

Abstract

Immigration and Citizenship Canada (ICC) entrusted the *Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone* (ODSEF) of Université Laval with the task of identifying potential pools and five specific countries from which to recruit French-speaking economic immigrants in Canada outside Quebec (ICC-144267). A preliminary report established that Sub-Saharan Africa is the region set to experience by far the highest growth in French-speaking population in the next few decades. Based on a number of criteria, Cameroon, Ivory Coast and Senegal were selected, as well as Burkina Faso and Benin. The second report addressed the level of French-language proficiency of populations in some thirty African cities. The report concluded that the capitals of the five identified countries seemed among the African continent capitals with the most French speakers or Francophiles. Lastly, the third submitted report provided a picture of youth in the five selected countries, mainly with regard to education and labour market integration. A better understanding of the situation in these countries should help ICC to plan measures leading to the recruitment of French speakers interested in settling in target Canadian regions.

Key Words

Sub-Saharan Africa; level of French-language proficiency; profile of the population and youth; Immigration in Canada.

TABLE DES MATIÈRES

Sigles et abréviations	vi
Faits saillants.....	2
1. ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE.....	2
1.1. La francophonie institutionnelle	2
1.2. Les francophones	4
2. MAÎTRISE DE LA LANGUE FRANÇAISE	6
3. PROFIL DE LA POPULATION.....	8
3.1. Parcours académique	8
3.2. Intégration au marché du travail.....	8
CONCLUSION	10
Références bibliographiques	20

TABLE OF CONTENTS

Acronyms and Abbreviations	vi
Highlights	3
1. POPULATION GROWTH	3
1.1 Francophone Institutional Community.....	3
1.2 French Speakers	5
2. FRENCH LANGUAGE PROFICIENCY	7
3. POPULATION PROFILE	9
3.1 Academic Background	9
3.2 Labour Market Integration.....	9
CONCLUSION	11
Bibliographic References	20

Sigles et abréviations

CIC	Citoyenneté et Immigration Canada
ODSEF	Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone
OIF	Organisation internationale de la Francophonie

Acronyms and Abbreviations

ICC	Immigration and Citizenship Canada
ODSEF	Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone
OIF	Organisation internationale de la Francophonie

Faits saillants

Rédigé à la manière d'un sommaire exécutif, le présent document mentionne quelques-uns des principaux résultats établis dans les trois rapports détaillés produits par l'ODSEF dans le cadre de ce mandat confié par CIC. Au premier chef, c'est l'évolution démographique des pays de la francophonie et les estimations du dénombrement de francophones qui sont abordés. Ensuite, le résumé du second rapport traite du niveau de maîtrise de la langue française chez les résidents de plusieurs villes africaines. Les faits saillants du troisième rapport concernent des profils de la population des pays identifiés comme ayant un fort potentiel de recrutement de francophones. Enfin, partant de trois questions, la dernière section aborde quelques enjeux tout en identifiant quelques pistes pour la suite. Évidemment, les rapports détaillés contiennent des tableaux, des graphiques et des cartes géographiques qui ont été volontairement exclus de cette synthèse.

1. ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE

Les résultats de cette première partie portent sur des scénarios démographiques. Ceux-ci s'intéressent à la répartition géographique de la population selon deux ordres distincts : la population totale des entités formant l'**espace francophone institutionnel** (scénarios A) et les **effectifs de francophones** (scénarios B). L'espace francophone institutionnel est analysé au moyen de trois regroupements de territoires en fonction de leurs statuts à l'OIF. Quant au dénombrement des francophones, quatre scénarios sont examinés. Le premier scénario (B0) conduit à une croissance relativement faible des francophones en anticipant une baisse importante dans plusieurs pays où le français n'a pas le statut de langue officielle (Afrique du Nord et Europe) alors que le scénario dit stable (B1) reconduit les proportions de francophones observées en 2015 pour les années subséquentes. Les deux autres scénarios reposent respectivement sur deux hypothèses quant à la **scolarisation en Afrique** et à ses effets eu égard à ce dénombrement des francophones aux horizons 2030, 2050 et 2070 (scénarios B2-moyen et B3-fort).

1.1. La francophonie institutionnelle

- En 2015, les 80 pays et gouvernements de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) regroupent sur leurs territoires près de **1,2 milliard** de personnes alors que l'effectif de **2 milliards** pourrait être atteint entre 2050 et 2070. Cet ensemble politique regroupe donc, à l'échelle planétaire, **1 citoyen sur 6 en 2015** et devrait en compter **1 sur 5 en 2070**.
- De cet ensemble, si on ne retient que les pays où le **français est une langue officielle**, on dénombre **430 millions** de personnes en 2015, soit 6% de la population mondiale.

Highlights

Drafted as an executive summary, this paper discusses a few of the main results set out in the three detailed reports produced by the ODSEF as part of this project entrusted by ICC. Population growth in French-speaking countries and population estimates of French speakers are addressed first. Next, a summary of the second report focuses on the level of French-language proficiency of residents in several African cities. The third report highlights the population profiles of countries identified as showing a strong French-speaker recruitment potential. The last section of the paper addresses some issues based on three main questions and identifies a few leads for further studies. The detailed reports contain tables, charts and maps purposely excluded from this synthesis.

1. POPULATION GROWTH

Results from this first part of the synthesis deal with demographic scenarios. They focus on the geographical distribution of the population based on two distinct orders: the total population led by bodies of *Organisation internationale de la Francophonie (OIF)*, a component of the **Francophone institutional community** (Scenarios A) and the **pool of French speakers** (Scenarios B). The institutional Francophone component was analyzed using three clusters of territories based on their OIF status. With regard to counting the French-speaking population, four scenarios were examined. The result of the first scenario (B0) was a relatively slow growth in the French-speaking population, obtained by forecasting a significant drop in several countries where French has no official language status (North Africa and Europe), whereas the scenario considered as stable (B1) reproduced the proportions of French speakers observed in 2015 in the following years. The two other scenarios were based on two respective hypotheses regarding **education in Africa** and its effects on the counting of French speakers in the 2030, 2050 and 2070 horizons (Scenarios B2-average and B3-strong).

1.1 Francophone Institutional Community

- In 2015, the 80 countries and governments of *Organisation internationale de la Francophonie* included within their territories close to **1.2 billion** people, with a pool of **2 billion** people likely to be reached between 2050 and 2070. Therefore, this political set accounted for a worldwide population ratio of **1 in 6 citizens in 2015**, which should increase to **1 in 5 citizens in 2070**.
- From this set, there were **430 million** French speakers in 2015, accounting for 6% of the world population, as far as only the countries where **French is an official language** were selected.

1.2. Les francophones

- En 2015, le nombre de francophones est estimé à près de **280 millions** (4% de la population mondiale). Cet effectif pourrait dépasser un demi-milliard en 2070, où même dès 2050, si les investissements importants en matière de scolarisation en français se poursuivent en Afrique subsaharienne.
- Il apparaît clairement qu'au cours des prochaines décennies, le **centre de gravité** de la population d'expression française se déplacera encore davantage **de l'Europe vers l'Afrique**. Bien que son poids démographique relatif diminuera considérablement, l'Europe continuera à être un foyer important de francophones (137 millions en 2050) et conséquemment, un bassin intéressant de migrants économiques potentiels pour CIC.
- L'**Afrique de l'Ouest** et l'**Afrique centrale** sont les deux régions qui émergent des scénarios démographiques établis. En 2015, le nombre cumulé de francophones de ces deux zones (85 millions) excède déjà celui de l'**Europe de l'Ouest** (un peu moins de 80 millions). En tenant compte d'une amélioration de la scolarisation en français (scénario moyen B2), l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest atteindraient respectivement **120 et 70 millions de francophones en 2030**, ce qui serait, au total, deux fois l'effectif de l'Europe de l'Ouest. Ainsi, ces deux régions africaines regrouperaient **près de 50% des francophones de la planète en 2030**. D'ailleurs, l'ensemble du continent africain compte déjà pour 45% des francophones en 2015, une proportion qui pourrait atteindre ou excéder 75% en 2070 selon les hypothèses.
- À l'échelle des pays, la **République démocratique du Congo (RDC)** est celui comptant le plus de francophones actuellement. À court terme toutefois, compte tenu des fortes tensions sociales et politiques ainsi que la précarité des institutions de formation de ce pays, il nous semble peu opportun pour CIC d'y développer une stratégie de recrutement d'immigrants économiques. Nous recommandons de sursoir de quelques années toute stratégie en ce sens pour la RDC.
- En Afrique centrale, c'est davantage le **Cameroun** qui pourrait retenir l'attention. Selon le scénario moyen (B2), on devrait compter près de 20 millions de francophones dans ce pays en 2030 et près de 30 millions en 2050.
- En Afrique de l'Ouest, plus de 15 millions de francophones habiteraient la **Côte d'Ivoire** en 2030 (B2). En utilisant l'hypothèse d'une forte scolarisation en français (B3), cet effectif excéderait 40 millions en 2070. À partir des mêmes hypothèses, le **Sénégal** en compterait 10 millions en 2030 et 25 millions en 2070.
- Le **Bénin** et le **Burkina Faso** présentent des effectifs de francophones très proches de ceux observés au **Sénégal** ainsi que des tendances démographiques futures semblables.
- Ainsi, principalement en raison des effectifs de francophones actuels et futurs, **cinq pays africains ont pu être identifiés comme des bassins à fort potentiel de recrutement** : le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, puis, le Burkina Faso et le Bénin.
- Ces cinq pays offrent également des possibilités de synergies entre les actions du Canada. Il s'agit en effet de cinq des sept pays francophones représentant des **marchés émergents prioritaires** dans le cadre du nouveau *Plan d'action sur les marchés mondiaux* du Ministère des Affaires mondiales Canada.

1.2 French Speakers

- In 2015, there were an estimated **280 million** French speakers worldwide (4% of the world population). This pool may reach in excess of half a billion in 2070, or even as early as 2050, if major investments in French education are maintained in Sub-Saharan Africa.
- It appears clear that during the decades to come, the **nucleus** of the French-speaking population will move even more **from Europe to Africa**. Although the relative demographic weight will drop considerably in Europe, the continent will continue to be home of French speakers (137 million in 2050) and, consequently, constitute a promising pool of potential economic migrants for ICC.
- **Western Africa** and **Central Africa** are two regions with established demographic scenarios. In 2015, the cumulated number of French speakers in these two areas (85 million) already exceeded that of **Western Europe** (slightly below 80 million). Based on projected improvements in French-language education (Scenario B2 average), Central Africa and Western Africa would reach respectively a population of **120 and 70 million French speakers in 2030**, representing, overall, twice the Western Europe pool. Hence, these two African regions would include **close to 50% of French speakers worldwide in 2030**. Moreover, about 45% of French speakers already lived across the African continent in 2015; this proportion is likely to reach or exceed 75% in 2070 based on current hypotheses.
- Among the African countries, the **Democratic Republic of the Congo (DRC)** is currently the country with the highest population of French speakers. However, given high social and political tensions combined with the precariousness of educational institutions in this country, we believe it far from appropriate for ICC to develop an economic immigrant recruitment strategy in this country on the short term. We recommend deferring any such strategies for the DRC by a few years.
- In Central Africa, **Cameroon** is a country that could be of more interest in this regard. Based on the average scenario (B2), there should be close to 20 million French speakers in this country by 2030 and close to 30 million by 2050.
- In Western Africa, more than 15 million French speakers are expected to be living in **Ivory Coast** by 2030 (B2). Assuming a high enrolment rate in French (B3), this pool would exceed 40 million by 2070. Based on the same hypotheses, **Senegal** would have 10 million French speakers by 2030 and 25 million by 2070.
- **Benin** and **Burkina Faso** each have a pool of French speakers very much like that observed in **Senegal**, as well as similar future demographic trends.
- Therefore, mainly because of the current and future pool of French speakers, **five African countries were identified as pools with high recruitment potential: Cameroon, Ivory Coast and Senegal, followed by Burkina Faso and Benin.**
- These five countries also show potential synergies with respect to Canada's measures. In fact, they are five among the seven French-speaking countries with **priority emerging markets** that fall within the new Global Markets Action Plan of Global Affairs Canada.

2. MAÎTRISE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'examen du niveau de maîtrise de la langue française est réalisé à partir des micro-données d'enquêtes statistiques produites par la TNS-Sofres dans 29 villes africaines. La description de la maîtrise du français est établie via quatre dimensions (parler, comprendre, lire et écrire) et certains indices globaux regroupant celles-ci. Les résultats ci-dessous concernent principalement les cinq pays retenus et réfèrent à l'analyse des micro-données colligées en 2015.

- L'auto-évaluation du niveau de connaissance du français varie dans la plupart des grandes villes africaines analysées. Souvent, le niveau de connaissance de cette langue est associé au **degré de scolarisation atteint** et au fait de **vivre en milieu urbain**, deux phénomènes en forte progression en Afrique subsaharienne.
- À Douala et à Yaoundé (Cameroun) environ 75% des résidents qualifient positivement (« très bien » ou « assez bien ») leur **niveau d'expression orale en français**. Le taux est de deux individus sur trois à Abidjan (Côte d'Ivoire). À Cotonou (Bénin) et à Ouagadougou (Burkina Faso) près d'un individu sur deux a la même opinion, alors qu'à Dakar (Sénégal) la proportion est en deçà de 40%. Le même classement est obtenu quant à la **compréhension d'un bulletin de nouvelles lu à la radio ou à la télévision**, les pourcentages respectifs étant du même ordre, à l'exception d'une inversion quant aux deux dernières villes, soit Dakar (51%) suivie de Ouagadougou (45%).
- Les tendances sont très similaires quant aux **capacités à lire et à écrire** en français. Douala est la ville où les deux taux sont les plus élevés, respectivement 68% et 64%. Yaoundé, Abidjan et Cotonou occupent une position intermédiaire avec des taux variant autour de 55% pour ces deux indicateurs. Enfin, Dakar (44%) et Ouagadougou (39%) présentent aussi des taux de même amplitude quant à l'autoévaluation de chacune de ces capacités.
- Divers indices statistiques ont été créés dont une **échelle globale** regroupant les quatre dimensions (expression, compréhension, lecture, écriture). En retenant uniquement les répondants ayant minimalement atteint un niveau de scolarité secondaire, cette échelle montre que près de 80% de ces résidents à Dakar et à Ouagadougou font partie du quartile supérieur, conférant à ces deux villes les première et deuxième positions. Cotonou et Abidjan occupent les 4^e et 5^e rangs avec des taux estimés à 70%. Douala (60%) se retrouve au 9^e rang et la 14^e position est celle de Yaoundé (52%). À titre comparatif, Kinshasa (RDC) se situe au troisième échelon alors que les derniers rangs sont occupés par deux ensembles urbains d'Afrique du Nord (Algérie et Maroc) avec des taux inférieurs à 30%.
- Ces résultats concernant la maîtrise de la langue française dans certaines villes africaines, appuient, dans une large mesure, l'**identification des cinq pays** retenus comme des bassins à forts potentiels de recrutement de francophones.

2. FRENCH LANGUAGE PROFICIENCY

The level of French-language proficiency was examined in light of the statistical survey micro-data generated by the TNS-Sofres firm in 29 African cities. The description of French-language proficiency was established based on four dimensions (speaking, understanding, reading and writing) and certain overall indexes including these dimensions. The results below are mainly related to the five identified countries and refer to the analysis of micro-data compiled in 2015.

- Self-assessment of French-language proficiency varied across most of the major African cities analyzed. Often, the proficiency level of this language was related to the **education level achieved** and the fact of **living in an urban setting**, two rapidly growing phenomena in Sub-Saharan Africa.
- In Douala and Yaoundé (Cameroon), about 75% of residents qualified their **level of French-speaking skills** positively (“very good” or “rather good”). The ratio was two-third individuals in Abidjan (Ivory Coast). In Cotonou (Benin) and Ouagadougou (Burkina Faso), close to half of individuals shared this opinion, while in Dakar (Senegal), the proportion was below 40%. The same ranking was obtained with regard to **understanding a news bulletin heard on the radio or seen on television**, the respective proportions being of the same order, except for an inversion with the two last cities: Dakar (51%), followed by Ouagadougou (45%).
- Trends were very similar with respect to French **reading and writing skills**. Douala is the city where the two rates were the highest, respectively 68% and 64%. Yaoundé, Abidjan and Cotonou ranked intermediate, with rates ranging around 55% for these two indicators. Lastly, Dakar (44%) and Ouagadougou (39%) also showed rates of similar range regarding self-assessment of each of these skills.
- Various statistical indexes were created, including an **overall scale** with the four dimensions (speaking, understanding, reading, writing). Based only on respondents having achieved minimum secondary education, the scale showed that close to 80% of these Dakar and Ouagadougou residents as part of the upper quartile, ranking the two cities first and second respectively. Cotonou and Abidjan ranked 4th and 5th with rates estimated at 70%. Douala (60%) ranked 9th and Yaoundé, 14th (52%). By comparison, Kinshasa (DRC) ranked 3rd, while two North African urban clusters in Algeria and Morocco brought up the rear with rates below 30%.
- These results with regard to French-language proficiency in certain African cities support, to a large extent, the **identification of the five countries** as pools with a strong French-speaker recruitment potential.

3. PROFIL DE LA POPULATION

Afin d'aider CIC à établir des stratégies de recrutement, il apparaît souhaitable de mieux connaître le profil de la population des cinq pays identifiés, particulièrement des jeunes, au sujet de leur parcours académique et de leur insertion sur le marché du travail. Les résultats sommaires ci-dessous concernent généralement des indicateurs compilés pour l'an 2015, à partir des données de l'Institut de la statistique de l'UNESCO (ISU) et de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

3.1. Parcours académique

- Les **taux de scolarisation**, au secondaire et à l'enseignement supérieur, sont plus élevés au Bénin et au Cameroun comparativement aux trois autres pays retenus.
- Dans les cinq pays, la scolarisation des garçons est plus répandue que celle des filles. Au Cameroun, il semble y avoir **une plus grande parité** de scolarisation selon le sexe.
- La filière fournissant la plus grande **part de diplômés du supérieur** est « Commerce, administration et droit » (Bénin, Burkina Faso et Cameroun).
- Généralement, parmi les pays retenus et les indicateurs scolaires analysés, le **Cameroun** est le pays présentant un portrait plus favorable.

3.2. Intégration au marché du travail

- En 2015, le Bénin présente le **taux de chômage** des 15-24 ans le plus faible (2%) alors que ce taux atteint 14% en Côte d'Ivoire. Ces taux sont à relativiser, car l'occupation d'un emploi n'indique rien sur la qualité et la durée de celui-ci.
- Les jeunes de 15-24 ans des cinq pays retenus ont **deux fois plus de chances d'être au chômage** que les 25 ans et plus. Les jeunes filles sont davantage concernées par le chômage que les jeunes hommes. Au Burkina Faso, 55% des chômeurs sont âgés de moins de 25 ans alors que cette proportion est d'environ 35% au Sénégal et au Bénin.
- Toujours en 2015, les **taux d'inactivité** mesurés chez les 15-19 ans varient selon les pays : Bénin (73%), Sénégal (65%), Côte d'Ivoire (59%), Cameroun (51%) et Burkina Faso (27%). Sauf exceptions, le taux d'inactivité des femmes est supérieur à celui des hommes et les écarts se creusent selon l'avancement en âge.
- En 2015, les **ratios emploi-population** des 15-24 ans offrent le même genre de classement : Sénégal (36%), Bénin (41%), Côte d'Ivoire (44%), Cameroun (52%) et Burkina Faso (74%). Généralement, les ratios masculins sont plus favorables que ceux observés chez les femmes. Mis à part la Côte d'Ivoire (donnée non disponible), les ratios mesurés en milieu rural ont tendance à être supérieurs à ceux obtenus en zone urbaine.
- Globalement, l'insertion des jeunes au marché du travail semble plus difficile en **Côte d'Ivoire** et au **Sénégal** comparativement aux trois autres pays retenus.

3. POPULATION PROFILE

To help ICC establish recruiting strategies, it seems advisable to better understand the population profile of the five identified countries, particularly with regard to youth, along with the population's academic background and labour market integration. The summary of results below generally involves indicators compiled for the year 2015, based on data from the UNESCO Institute for Statistics (UIS) and the International Labour Organization (ILO).

3.1 Academic Background

- **Enrolment rates**, at the secondary and post-secondary levels, were higher in Benin and Cameroon compared with the other three selected countries.
- In all five countries, boys' enrolment was more widespread than girls'. In Cameroon, there seemed to be **greater enrolment parity** between genders.
- The field of study generating the largest **proportion of university graduates** was Commerce, Administration and Law (Benin, Burkina Faso and Cameroon).
- In general, among the countries selected and the academic indicators analyzed, **Cameroon** is the country with a more positive picture.

3.2 Labour Market Integration

- In 2015, Benin showed the lowest **unemployment rate** among 15 to 24 year-olds (2%), compared with a 14% rate in Ivory Coast. These rates need to be put into perspective, because holding a job does not reveal anything about the quality and length of any form of employment.
- Youth aged 15 to 24 living in the five selected countries were **twice as likely to be unemployed** as the group of youth 25 and over. Young women were more likely to be unemployed than young men. In Burkina Faso, 55% of the unemployed were under 25 years of age, whereas this proportion was about 35% in Senegal and Benin.
- During the same year, the **inactivity rate** measured among youth 15 to 19 varied from one country to the next: Benin (73%), Senegal (65%), Ivory Coast (59%), Cameroon (51%) and Burkina Faso (27%). With minor exceptions, women's inactivity rate was higher than men's, and gaps tended to widen with age.
- Also in 2015, **employment-to-population ratios** among youth 15 to 24 showed the same type of ranking: Senegal (36%), Benin (41%), Ivory Coast (44%), Cameroon (52%) and Burkina Faso (74%). Typically, men's ratios were more positive than women's. Aside from Ivory Coast (data unavailable), ratios measured in rural areas tended to be higher than those obtained in urban areas.
- Overall, it appeared more difficult for youth to integrate **Ivory Coast** and **Senegal** labour markets, compared with the three other selected countries.

CONCLUSION

Pourquoi les résidents de ces pays seraient-ils intéressés à émigrer ?

Le portrait dégagé ici cache fort probablement des réalités qui rendent difficiles les comparaisons avec les taux de chômage que l'on pourrait obtenir au Canada ou dans les pays du Nord, de façon générale. En effet, il peut paraître paradoxal, compte tenu de ces relativement faibles taux de chômage ou d'inactivité, chez les jeunes notamment, que l'on puisse envisager de développer une stratégie conduisant au recrutement d'immigrants dans ces pays africains. L'Afrique est souvent présentée comme le continent de l'avenir et les progrès économiques des dernières années en ont fait une sorte d'Eldorado, plus particulièrement dans les médias. Si les avancées des dernières années sont indéniables, les **conditions de vie** demeurent encore largement précaires. Les cinq pays retenus ici se retrouvent tous dans le sous-ensemble le plus bas en terme d'**indice de développement humain** (IDH), et ce, selon le tout dernier rapport des Nations Unies (PNUD, 2016). En fait, parmi les cinq pays étudiés, le Cameroun performe le mieux selon l'IDH de 2016 mais en se situant au 153^e rang alors que le Burkina ferme la liste au 185^e rang. Les **revenus moyens annuels par habitant** se situent également dans ces cinq pays en dessous de 3 200\$. En fait, sur tous les indicateurs de bien-être et de santé, ces pays présentent assurément des défis importants pour l'avenir.

Il apparaît donc clair que les conditions de vie en Afrique peuvent conduire plusieurs personnes à envisager des projets de migrations. Ceci a été confirmé lors d'une vaste enquête menée en 2008-2010 par la maison de sondage Gallup dans près de 150 pays du monde et qui a permis d'estimer le nombre de personnes souhaitant migrer dans un autre pays à près de **630 millions de personnes**. On y précisait aussi que « un résident sur trois des pays d'Afrique subsaharienne interrogés exprime son désir de migrer de façon permanente dans un autre pays » (OCDE, 2012 : page 32). Ce sentiment serait encore plus important chez les jeunes. En effet, les données de cette même enquête révélaient que 46% des jeunes de 15-24 ans des pays d'Afrique souhaitent migrer (Bréant, 2015). Ce taux est en fait cinq fois celui que l'on retrouve en Inde pour le même groupe d'âge de jeunes puisque 9% des jeunes indiens de 15-24 ans envisageaient quitter le pays (OCDE, 2012, page 33). Bref, les relativement faibles taux de chômage et d'inactivité observés ne semblent aucunement empêcher les jeunes en Afrique d'envisager des projets migratoires à l'étranger.

CONCLUSION

Why should residents of these countries be interested in emigrating?

The picture set out in this synthesis very likely hides circumstances making it difficult to compare unemployment rates with those generally observed in Canada or other northern hemisphere countries. Given these relatively low unemployment or inactivity rates, particularly among youth, it may sound paradoxical to consider developing a strategy to recruit immigrants in these African countries. Africa is often presented as the continent of the future, and economic progress in recent years has turned it into an Eldorado of some sort, as particularly promoted through the media. Despite undeniable progress in recent years, **living conditions** are still largely precarious. The five countries selected in this study are all in the lowest subset in terms of **Human Development Index** (HDI), based on the latest United Nations human development report (United Nations Development Programme, 2016). In fact, among the five countries studied, Cameroon performed best according to the 2016 HDI despite being ranked 153th, while Burkina Faso ranked 185th at the very bottom of the list. In addition, **average annual income per capita** in these five countries is below \$3200. In fact, regarding all the wellness and health indicators, these countries will definitely face major challenges in the future.

The above information clearly demonstrates that living conditions in Africa can lead many individuals to consider migrating. This finding was confirmed during an extensive 2008-2010 survey conducted by the Gallup polling firm in some 150 countries around the world, based on which the number of people wishing to migrate to another country was estimated at some **630 million individuals**. The poll results also highlighted that “one –third Sub-Saharan Africa residents surveyed expressed their wish to permanently immigrate to another country” (OECD, 2012: page 32). This view was all the more prevalent among youth. Data from the same poll revealed that 46% of youth 15 to 24 in African countries wished to migrate (Bréant, 2015). In fact, this rate is five times the rate in India for the same age group of youth, since 9% of Indian youth 15 to 24 considered leaving the country (OECD, 2012, page 33). In short, the relatively low unemployment and inactivity rates observed do not appear to prevent African youth from considering emigrating overseas.

Quelle est alors la place du Canada comme destination dans ces projets migratoires des jeunes africains ?

Si le désir à migrer est très important en Afrique, on peut légitimement se demander où se situe le Canada dans les projets de migrations de ces jeunes africains ? On sait peu de choses à ce sujet. Alors qu'en 2014, le Cameroun et la Côte d'Ivoire figuraient parmi les principaux pays d'origine des résidents permanents d'expression française s'établissant au Canada hors Québec, le nombre de ceux-ci provenant du Cameroun, du Sénégal, et de la Côte d'Ivoire aurait considérablement augmenté de 2005 à 2014 (IRCC, 2014). Les données sur l'immigration au Québec vont dans le même sens. Elles révèlent en effet que les effectifs d'immigrants admis au Québec et nés dans ces cinq pays ont été multipliés par quatre de 2005 à 2015, passant d'environ 1 000 personnes/an à plus de 4 000. Ainsi, la proportion d'immigrants admis au Québec en 2015 et provenant de ces cinq pays représente maintenant plus du quart de ceux provenant du continent africain alors que cette proportion n'était que 10% en 2005.¹

Ces tendances viennent corroborer, dans une certaine mesure, l'identification de ces pays comme principaux bassins de migrants d'expression française au Canada hors Québec. Mais que représentent ces flux vers le Canada par rapport à l'ensemble des flux migratoires originaires de ces cinq pays ? L'étude citée plus tôt montre qu'en 2005/2006, environ 450 000 personnes nées dans l'un des cinq pays africains qui nous intéressent ici avaient immigré dans un pays de l'OCDE². Autour de 250 000 résidaient en France, soit plus de la moitié de ces immigrants d'origine béninoise, burkinabé, camerounaise, ivoirienne et sénégalaise. Enfin, plus de 56 000 avaient retenu le territoire de nos voisins américains pour s'installer et moins de 10 000 le Canada (OCDE, 2012). En somme, le pouvoir attractif du Canada dans ces flux de populations largement francophones vers les pays de l'OCDE et provenant de ces cinq pays africains, ne représente que 2% de l'ensemble. Selon ces chiffres de l'OCDE, la France en accueille donc 25 fois plus que le Canada et ces francophones de ces cinq pays privilégient les États-Unis par rapport au Canada dans une proportion de 5 pour un.

Évidemment, l'étude de l'OCDE remonte à plus de 10 ans, mais les écarts sont tels que malgré le fait que le Canada et le Québec aient pu attirer davantage de ces immigrants au cours des 10 dernières années, rien ne nous dit que les autres pays aient pu aussi en faire autant. Il est clair que les communautés francophones du Canada hors Québec pourraient bénéficier davantage du potentiel qu'offrent ces flux provenant de ces cinq pays.

¹ Ces données sont issues de l'exploitation des publications concernant les données annuelles sur les immigrants admis au Québec par pays de naissance (Gouvernement du Québec, 2010 et 2016).

² Les chiffres présentés ici sur les flux migratoires (« migration durée de vie ») sont tirés d'une compilation spécifique produite à partir des fiches-pays que l'on retrouve dans cette vaste étude (OCDE, 2012).

Where does Canada stand as a destination in the migration projects of African youth?

If the wish to migrate is very prevalent in Africa, it makes sense to ask where Canada stands in the migration projects of these African youth. There is little information about this topic. While in 2014, Cameroon and Ivory Coast were among the main countries of origin of French-speaking permanent residents settling in Canada outside Quebec, the number of immigrants from Cameroon, Senegal, and Ivory Coast increased considerably from 2005 to 2014 (IRCC, 2014). The same applies to data on immigration in Quebec, which revealed that the number of immigrants landing in Quebec and born in these five countries increased fourfold from 2005 to 2015, rising from some 1000 people/year to more than 4000. Hence, the proportion of immigrants who landed in Quebec in 2015 from one of these five countries now represents more than a quarter of those from the African continent, compared with a proportion of only 10% in 2005.³

To a certain extent, these trends corroborate the identification of these countries as primary pools of French-speaking migrants to Canada outside Quebec. However, what does this flow of immigrants to Canada represent with regard to the overall flow of migrants originating from these five countries? The aforementioned study showed that in 2005-2006, some 450,000 people born in one of the five African countries under study had immigrated to an OECD country.⁴ Some 250,000 lived in France, accounting for more than half of these immigrants from Benin, Burkina Faso, Cameroon, Ivory Coast and Senegal. Lastly, more than 56,000 had chosen the United States as their settlement destination and fewer than 10,000, Canada (OECD, 2012). In short, Canada's power to attract migrants moving from the five African countries to OECD countries represents only 2% of these mostly French-speaking populations. Based on the OECD numbers, France accepts 25 times more immigrants than does Canada, and French speakers from these five countries prefer the United States over Canada by a ratio of 5-to-1.

The OECD study was conducted ten years ago. However, the gaps are such that, despite the fact that Canada and Quebec attracted more of these immigrants over the course of the ten last years, there is no information on whether or not other countries might have done the same. Clearly, French-speaking communities in Canada outside Quebec could benefit more from the potential flows of migrants from these five countries.

³ These data were drawn from an analysis of publications providing annual data on immigrants landing in Quebec per country of birth (Government of Québec, 2010 and 2016).

⁴ Migratory flow numbers presented in this synthesis ("lifetime migration") were drawn from a specific compilation using the country fact sheets found in this extensive study (OECD, 2012).

Comment profiter davantage dans le futur de ces nouveaux bassins de francophones en Afrique subsaharienne ?

Nous avons assisté à un déplacement important des bassins de francophones sur la planète au cours des vingt ou trente dernières années. L'Afrique apparaît assurément comme le continent où se concentreront de plus en plus les francophones dans les années à venir et les deux premiers rapports l'ont bien mis en évidence. Nous avons ainsi pu estimer qu'ensemble, les cinq pays qui nous intéressent plus spécifiquement ici, devraient compter plus de 60 millions de francophones en 2030 et 100 millions en 2050.

Le troisième rapport produit nous a permis de voir que ces bassins de francophones comptent des jeunes de plus en plus éduqués et formés et dont les projets migratoires semblent très présents. On sait toutefois peu de choses concernant leurs intérêts réels pour le Canada. La section précédente nous permet de croire que le Canada n'occupe pas le terrain qu'il pourrait réellement occuper dans les flux migratoires francophones provenant d'Afrique et plus particulièrement provenant des cinq pays identifiés. Il existe donc une fenêtre d'opportunité importante consistant à créer les conditions pour attirer davantage de ces jeunes francophones qui pourraient ainsi contribuer à la vie des communautés francophones canadiennes hors Québec.

Afin de proposer des actions concrètes favorisant la migration de francophones hors Québec à partir de ces cinq pays d'origine, il nous semble que nous devrions tenter d'en apprendre davantage, au cours des deux prochaines années, au sujet des motivations de ces populations francophones africaines qui pourraient s'intéresser à une migration au Canada.

- 1) Il faudrait d'abord mieux comprendre les logiques du marché du travail dans les cinq pays identifiés ici et tenter de saisir l'adéquation réelle des filières de formation avec les opportunités d'emploi dans ces pays. Existe-t-il des secteurs saturés et qui pourraient correspondre à des secteurs du marché du travail canadien offrant d'excellentes possibilités d'embauche ? On a pu voir l'importance des formations dans le secteur du commerce dans ces cinq pays. Les marchés du travail africains peuvent-ils absorber tous les diplômés de ces secteurs ? Selon l'OCDE (2012), les projets migratoires font partie de la vie des jeunes africains beaucoup plus qu'ailleurs. Comment est perçu le Canada chez les populations de ces cinq pays ? Nous aurions souhaité pouvoir aborder ces aspects dans le cadre de nos travaux mais ce ne fut pas possible, faute de temps. L'ODSEF a toutefois déjà mis en place un groupe de travail avec des chercheurs et des analystes des instituts nationaux de statistique de ces cinq pays qui pourraient très bien se pencher sur ces questions.
- 2) On a pu voir que les jeunes des cinq pays sont de plus en plus formés et diplômés mais que leurs expériences de travail dans leur domaine d'études semblent souvent limitées. Or, il s'agit d'une contrainte importante qui fragiliserait assurément les capacités d'insertion de ces jeunes sur le marché du travail canadien. Par ailleurs, dans le cadre de nos travaux, nous avons pu

How should Canada benefit more from these new pools of French speakers in Sub-Saharan Africa in the future?

A significant number of pools of French speakers have moved across the world over the last 20 or 30 years. Africa definitely appears as the continent where an increasing number of French speakers will converge in the years to come, as highlighted in the two first reports. Therefore, we estimated that the five countries of specific interest in this study should together have a population of more than 60 million French speakers in 2030 and 100 million in 2050.

The third part of the study allowed us to conclude that these pools of French speakers include increasingly better educated and trained youth whose migratory projects seem quite ambitious. However, very little is known about their genuine interests in Canada. The facts presented in the previous section have led us to believe that Canada does not attract its fair share of the migratory flows of French speakers from Africa and, more particularly, from the five identified countries. Therefore, an interesting window of opportunity opens up to create conditions to attract more of these young French speakers likely to contribute to the life of French-speaking Canadian communities outside Quebec.

As regards to concrete measures to foster the migration of French speakers from these five countries to Canada outside Quebec, it would seem that Canada should try to learn more during the next two years about the motivations of these African French-speaking populations likely to be interested in migrating to this country.

- 1) First, the functioning of labour markets in the five countries identified in this analysis and the extent to which training programs prepare youth for employment opportunities in these countries should be better understood. Are there any Canadian labour market segments offering excellent hiring opportunities likely to meet the needs of saturated African sectors? The importance of training in the commerce sector has been underscored in all five countries. Can every qualified youth in these particular sectors find work in the African labour markets? According to the OECD (2012), migration projects are more part of young Africans' lives than is the case anywhere else in the world. How do the populations of these five countries perceive Canada? We would have liked to address these aspects during our work, but this was impossible due to a lack of time. However, the ODSEF has already established a working group with national statistical institute researchers and analysts in these five countries who might very well look into these issues.
- 2) Next, we observed that young people in the five countries are increasingly better trained and qualified, but that their work experience in their fields of study often seems limited. This issue is a major constraint most likely to hinder these youths' ability to integrate the Canadian labour market. During our work, we also

examiner différents programmes fédéraux existants pour les jeunes qui souhaitent connaître le Canada. Le programme *Expérience internationale Canada* (EIC) offre aux jeunes l'occasion de voyager et/ou de travailler au Canada⁵. Il se compose de trois sous-programmes : a) Vacances-travail ; b) Jeunes professionnels et c) Stage coopération internationale. On trouve une liste de 33 pays qui participent à ce vaste programme mais on compte seulement trois pays francophones (France, Belgique, Suisse) et aucun pays du continent africain. Suivant l'étude des effets de ces différents sous-programmes existants sur les migrations des jeunes qui en ont bénéficié, il serait possiblement intéressant d'envisager, même sous une forme de programme-pilote, la mise en place d'une expérience de ce type pour les jeunes de l'un des cinq pays africains identifiés. Ces programmes permettraient à ces jeunes non seulement d'obtenir une expérience de travail mais qui plus est, une expérience de travail au Canada. Afin de respecter l'esprit de réciprocité que l'on retrouve dans les programmes *Expérience internationale Canada*, ce programme-pilote pourrait s'articuler avec les *Programme de stages internationaux pour les jeunes* que supporte et appuie *Affaires mondiales Canada*.

- 3) Enfin, dans le cadre de nos travaux, nous avons eu l'occasion de participer au forum *Destination Canada* qui s'est tenu à l'espace Charenton à Paris en novembre 2016⁶. Ceci fut l'occasion de bien constater, de visu, l'intérêt important des jeunes en France pour les projets d'immigration au Canada. Il serait évidemment prématuré d'organiser un forum de ce type en Afrique. Toutefois, un examen des clientèles de ces forums pourrait nous permettre de voir quelles sont les réelles motivations des participants et aussi de relever si des immigrants francophones d'origine africaine participent à ces forums, certains possiblement insatisfaits des possibilités d'insertion en Europe. Deux forums sont prévus en 2017, l'un à Paris du 14 au 16 novembre et un second à Bruxelles le 18 novembre. Les responsables de ces forums recueillent des informations sur les personnes qui souhaitent s'y inscrire et celles qui y participent. Il serait opportun d'analyser ces informations afin de dégager des profils de candidats et de mieux connaître les motivations à migrer au Canada, notamment chez les francophones.

Notre insistance sur l'Afrique subsaharienne comme bassin potentiel d'immigrants francophones pour le Canada ne devrait toutefois pas conduire à conclure qu'il faille limiter à cette vaste zone la mise en place des actions canadiennes de recrutement dans les années à venir. L'Europe de l'Ouest et le Maghreb continueront à alimenter les flux d'immigrants économiques francophones vers le Canada et les actions de

⁵ On trouvera des informations sur ce programme *Expérience internationale Canada* (EIC) à l'adresse suivante : <http://www.cic.gc.ca/francais/travailler/eic/index.asp?country=fr>

⁶ Nous tenons à remercier Madame Caroline Guimond de l'Ambassade du Canada à Paris ainsi que Madame Emmanuelle Gentile de l'Ambassade du Canada à Dakar qui ont rendu possible notre participation à ce forum.

examined various federal programs available to youth who want to experience life in Canada. The International Experience Canada (IEC) program provides young people with opportunities to travel to or work in Canada.⁷ It includes three sub-programs: a) Working Holiday; b) Young Professionals; and c) International Co-op Internship. The program features a list of 33 countries participating in this far-reaching program. However, there are only three French-speaking countries (France, Belgium, Switzerland) and no countries from the African continent in the program. After studying the effects of these current sub-programs on the migrations of youth who benefitted from the program, we believe that it would be interesting to consider implementing a similar experience for youth from one of the five identified African countries, even in the form of a pilot program. Such a program would allow these young people to acquire work experience, most importantly, in Canada. To promote the spirit of reciprocity reflected in the International Experience Canada programs, this pilot program could be coordinated with the International Youth Internship Program supported by Global Affairs Canada.

- 3) Lastly, during our work, we had the opportunity to take part in the Destination Canada forum held at Espace Charenton, in Paris, in November 2016⁸. During the forum, we were able to observe the significant interest of French youth in immigration projects to Canada. It would obviously be premature to organize such a forum in Africa. However, by examining the clientele of such events, we may identify the real motivations of participants and ascertain if French-speaking immigrants of African origin take part in such forums, with some possibly being dissatisfied with integration opportunities in European markets. Two forums are slated for 2017: one in Paris, from November 14 to 16, and a second in Brussels, on November 18. The organizers of these events collect information on the people who want to register and those who participate. It would be advisable to analyze this information so as to develop profiles of candidates, particularly French speakers, and better understand their motivations as regards migrating to Canada.

However, our insistence on promoting Sub-Saharan Africa as a potential pool of French-speaking immigrants for Canada does not imply that Canada should limit its recruitment efforts to this vast area in the future. Western Europe and the Maghreb will continue to be the source of flows of French-speaking economic immigrants to Canada, and recruitment efforts in these areas must be maintained. Many applicants

⁷ Information on the International Experience Canada (IEC) program is available online at this address: <http://www.cic.gc.ca/english/work/iec/index.asp?country=uk>

⁸ We would like to thank Caroline Guimond, from the Canadian Embassy in Paris and Emmanuelle Gentile, from the Canadian Embassy in Dakar for making our participation in this forum possible.

recrutement dans ces zones doivent assurément être maintenues. En effet, de nombreux candidats de ces régions continueront à présenter des caractéristiques conformes aux critères retenus pour immigrer au Canada (langue, formation, expérience de travail, etc.) alors que les réseaux d'entraide et les programmes canadiens de regroupement familial continueront à supporter ces flux. Toutefois, les tendances démographiques ne favorisent pas une croissance aussi importante de candidats francophones originaires de ces régions. Une reprise économique soutenue en Europe et au Maghreb pourrait même remettre en question les projets d'émigration des populations de ces régions.

De ce fait, la recherche de bassins de francophones nous conduit nécessairement vers ces pays où leurs nombres devraient, plus assurément, croître dans les années à venir. Nous le reconnaissons d'emblée, l'Afrique subsaharienne n'est pas, pour la plupart des décideurs du Canada, une région que nous avons l'habitude de voir comme un bassin de recrutement d'immigrants économiques francophones. Les images véhiculées de ce continent sont plutôt celles de guerres et de conflits, de pauvreté, de famines et de crises. Les problèmes que connaît ce continent sont réels et les inégalités particulièrement importantes. Il serait toutefois trompeur de ne voir le continent africain qu'à travers le prisme de l'aide humanitaire et des missions de paix.

Si on peut assurément croire que l'avenir est fragile pour plusieurs pays africains, il faut néanmoins reconnaître que la croissance prévisible du nombre de francophones y est nettement la plus importante de toutes les zones étudiées. La très forte croissance de francophones y est portée par la démographie, bien sûr, mais surtout par les investissements importants dans le secteur de l'éducation et de la formation. Or, ces mêmes investissements font en sorte que de plus en plus de jeunes francophones d'Afrique présentent des caractéristiques qui répondent aux critères pour immigrer au Canada.

Les flux migratoires internationaux s'inscrivent dans une problématique complexe et le Canada a pu attirer de nombreux candidats à l'immigration à travers son histoire et ainsi assurer sa croissance. La dimension linguistique de l'immigration pose par ailleurs de nombreux défis, plus particulièrement pour les communautés francophones du Canada. Une meilleure connaissance des populations de ces pays d'Afrique francophones pourrait assurément permettre au Canada de continuer à tirer son épingle du jeu.

from these regions will continue to exhibit the characteristics that meet the criteria for immigrating to Canada (language, training, work experience, etc.), while support networks and Canadian family reunification programs continue to support flows of immigrants. However, demographic trends are not fostering the expected significant growth in the number of French-speaking applicants from these regions. A sustained economic recovery in Europe and the Maghreb may even challenge the emigration projects of populations in the regions.

Hence, the search for pools of French speakers necessarily leads to countries where their numbers are more likely to grow in the years to come. It should be acknowledged that Sub-Saharan Africa is not, for most Canadian decision-makers, generally viewed as an area providing a pool from which to recruit French-speaking economic immigrants. Media images of this continent convey scenes of war and conflict, poverty, famine and crisis. Issues on this continent are genuine and inequalities are particularly prevalent. However, it would be misleading to consider the African continent only through the lens of humanitarian aid and peace missions.

There seems to be a widespread belief that the future of several African countries is insecure. Be that as it may, the foreseeable growth in the number of French speakers in these countries should be clearly recognized as the most significant trend among all areas studied. This massive growth is obviously supported by demography, but is mainly driven by major investments in the education and training sectors. These investments have meant that an increasing number of African French-speaking young people show the right characteristics to immigrate to Canada.

International migratory flows generate a complex set of issues and challenges. Despite it all, Canada has managed to attract many immigration applicants throughout its history, in order to contribute to the country's growth. Nevertheless, the language dimension of immigration raises several challenges, more particularly for Canada's French-speaking communities. A better understanding of the populations in these French-speaking African countries might very well help Canada to continue to succeed in its efforts to attract French-speaking economic immigrants.

Références bibliographiques citées dans les trois rapports

(les titres des trois rapports sont indiqués plus bas et précédés du symbole *)

Bibliographic References Cited in the Three Reports

(The titles of the three reports are shown below and marked with a “*” symbol.)

- AMADOU SANI, M., P. KLISSOU, R. MARCOUX et D. TABUTIN (2009), Villes du Sud. Dynamiques, diversités et enjeux démographiques et sociaux. Paris, Éditions des archives contemporaines, 369 p.
- ANTONIOLI, A. (1993). Le droit d'apprendre. Une école pour tous en Afrique, Paris, L'Harmattan, 187 p.
- BONGAARTS, J. (2002). «The End of the Fertility Transition in the Developed World». Population and Development Review, 28(3): 419-443.
- BOUHDIBA, S. (2011). L'arabe et le français dans le système éducatif tunisien : approche démographique et essai prospectif. Québec: Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, 46 p.
- BOURMPOULA, E., KAPSOS, S. et J.-M. PASTEELS (2015). ILO Labour Force Estimates and Projections : 1990-2050 (2015 Edition). Methodological description. ILO Departement of Statistics, 49 p.
- BRÉANT, H. (2015). « (Im)mobilité internationale : les inégalités au sein des catégories populaires face à la migration », Lien social et Politiques, n° 74, 2015, p. 37-56.
- CHAMIE, J. (2011). « Africa's Demographic Multiplication ». The Globalist (13 juin).
- DIAL (2007), « Youth and Labour Markets in Africa: A Literature Review », Document de travail DIAL no 2007-02, 75 p.
- GUENGANT, J.-P. (2002). « "Révolution" dans le champ des projections démographiques ». La lettre du CICRED, 6 (Suppl.) : 9-12.
- GOVERNEMENT DU QUÉBEC (2010), Tableaux sur l'immigration permanente au Québec, 2005-2009. Ministère de l'immigration et des communautés culturelles, mars 2010, 48 p.
- GOVERNEMENT DU QUÉBEC (2016), Tableaux sur l'immigration permanente au Québec, 2010-2015. Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, mai 2016, 49 p.
- *HARTON, M.E. et R. MARCOUX, avec la collaboration de L. RICHARD (2016). La maîtrise du français dans près d'une trentaine de grandes villes de l'espace francophone africain, Document déposé dans le cadre de l'invitation CIC-144267, ODSEF, Québec, 36 p.
- HARTON, M.-E., R. MARCOUX, A. WOLFF et S. JACOB-WAGNER (2014). Estimation des francophones dans le monde en 2015. Sources et démarches méthodologiques. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, 99 p.
- HAUT CONSEIL DE LA FRANCOPHONIE. (1986). Rapport sur l'état de la francophonie dans le monde, Paris, La Documentation française.
- HAUT CONSEIL DE LA FRANCOPHONIE. (1990). État de la francophonie dans le monde, Rapport 1990, Paris, La Documentation Française.
- HAUT CONSEIL DE LA FRANCOPHONIE. (1999). État de la francophonie dans le monde, Données 1997-1998 et 6 études inédites, Paris, La documentation Française.
- IMMIGRATION, RÉFUGIÉS ET CITOYENNETÉ CANADA. (2014). Faits et chiffres. Profil des immigrants de langues officielles. Résidents permanents d'expression française. Ottawa, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 47 p.
- ISSAKA MAGA H., avec la collaboration de O. HAMIDOU. (2014). Alphabétisation et dynamique des langues au Niger : que nous apprennent les données censitaires et administratives? Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, 72 p.
- KONATÉ, M. K., DIABATÉ, i. et A. ASSIMA. (à paraître). Langues locales et langue française au Mali : évolution sur deux décennies à la lumière de recensements généraux de la population (1987, 1998 et 2009). Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, 52 p.
- KOUAME, K. J.-M. (2012), La langue française dans tous les contours de la société ivoirienne. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, 26 p.
- MARCOUX, R., avec la collaboration de M. GAGNÉ. (2003). « La Francophonie de demain : essai de mesure de la population appartenant à la Francophonie d'ici 2050 ». Cahiers québécois de démographie, 32(2) : 273-294.

- MARCOUX, R., avec la collaboration de M.-E. HARTON. (2012). Et demain la francophonie. Essai de mesure démographique à l'horizon 2060. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, 28 p.
- MARCOUX, R., A. E. OUÉDRAOGO, M.-E. HARTON et L. RICHARD (2016). Rapport sur la situation des jeunes de l'espace francophone – 2016, Paris, OIF- Direction de l'éducation et de la jeunesse, 76 p.
- MARCOUX, R. (2010). «Les populations francophones : passé, présent et perspectives». Dans Alexandre Wolff (dir.), La langue française dans le monde 2010. Paris : Nathan : 45-50.
- MARCOUX, R. (2015). « Le travail des enfants au Mali. Tentative de mesure et inégalités de genre », Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale, numéro 2015/2, pp. 84-90
- MARCOUX, R. (2015). «Qui dit francophonie, dit Afrique ; qui dit Afrique, dit éducation. Tendances démographiques et francophonie», France Forum, no 58 : 93-96.
- * MARCOUX, R. et L. RICHARD (2016). Bassins et pays sources d'immigration d'expression française. Document déposé dans le cadre de l'invitation CIC-144267, ODSEF, Université Laval, 30 p.
- MARCOUX, R. et J. ALLADATIN (2014), «Les francophones analphabètes en Afrique : un phénomène relativement marginal». La langue française dans le monde. 2014, Éditions Nathan, Paris : 28-31.
- MARCOUX, R. et L. RICHARD (2015), « Mobilité étudiante internationale dans les pays de l'OIF et ailleurs », conférence présentée lors du colloque « Flux migratoires et mobilités scientifiques dans l'espace francophone : vers un état des lieux », Université Laval, Québec, mars 2015.
- MARCOUX, R. et M. K. KONATÉ. (2008). « Les sources de données démo-linguistiques en Afrique francophone », dans Séminaire international sur la méthodologie d'observation de la langue française dans le monde. Paris, AUF-OIF (juin 2008) : 351-367.
- MATHEWS, G. (1994). « L'avenir de la population mondiale. Quand les perspectives officielles se trompent lourdement », Futurible, 190 : 45-65.
- NATIONS UNIES. (2003). World Population Prospects. The 2002 Revision. United Nations, Population Division.
- NATIONS UNIES. (2015). World Population Prospects. The 2015 Revision. Population Database [en ligne]. United Nations, Population Division. Consultable à la page : <http://esa.un.org/unpd/wpp/index.htm>
- NATIONS UNIES, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2015). World Population Prospects: The 2015 Revision, Methodology of the United Nations Population Estimates and Projections, Working Paper No. ESA/P/WP.242.
- NTAKIRUTIMANA, É. (2012). La langue nationale du Rwanda : plus d'un siècle en marche arrière. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, 24 p.
- NZESSÉ, L. (2012), Les emprunts du français aux langues locales camerounaises: typologie, intégration et enjeux. Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, 28 p.
- OCDE (2012). Resserrer les liens avec les diasporas : Panorama des compétences des migrants, Éd OCDE.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE. (2003). La francophonie dans le monde, 2002-2003, Conseil consultatif, Paris, Larousse.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE. (2005). La francophonie dans le monde, 2004-2005, Haut Conseil, Paris, Larousse.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE. (2007). La francophonie dans le monde, 2006-2007. Paris, Nathan.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE. (2010). La langue française dans le monde 2010. Paris, Nathan.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE. (2014). La langue française dans le monde 2014. Paris, Nathan.
- OUÉDRAOGO, A. E., M.-E. HARTON et R. MARCOUX (2014). Portrait des jeunes de l'espace francophone 2014. Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF), 72 p.
- OULD ZEIN, B. et A. QUEFFÉLEC (1997), Le français en Mauritanie. Paris, EDICEF/AUPELF, collection Universités francophones, 192 p.
- OUSMANE IDA, I. (2015). L'alphabétisation au Niger : une analyse à partir des données du recensement de 2012. Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, 44 p.
- *RICHARD, L. et R. MARCOUX avec la collaboration de B. BECK (2017). Portrait de la situation des jeunes des cinq pays-sources identifiés. Document déposé dans le cadre de l'invitation CIC-144267, ODSEF, Université Laval, 28 p.
- SINGER, M. (2002). «Uncertainties in the Composition of World Population in the Twenty-First Century ». Population and Development Review, 28(3): 539-548.

- TANANG TCHOUALA, P. et H. J. EFON ETINZOH. (2013). Les dynamiques démographiques au Cameroun de 1960 à 2005 : un éclairage à travers les données des recensements. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, 100 p.
- TREMBLAY, A. (1991), « Les échelles, les indices et les typologies ». Sondages. Histoire, pratique et analyse. Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur, chapitre 9 : 201-225.
- UNDP (2016). Human Development Report 2016, New York, 290 p.
- UNICEF, WHO, World Bank, UN-DESA Population Division (2015), Levels and Trends in Child Mortality – Report 2015. Estimates Developed by the UN Inter-agency Group for Child Mortality Estimation (UNIGME), 36 p.
- UWAYEZU, B. (2015). Portrait démographique du Rwanda : une analyse à partir des données des deux derniers recensements (RGPH 2002 et RGPH 2012). Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, 42 p.